

Manuel Gsteiger: «Ne pas faire de la Question jurassienne un tabou!»

► **Manuel Gsteiger** a été élu à l'unanimité (moins sa propre voix) à la présidence du Conseil de ville pour 2012 lors de la séance du législatif du 12 décembre.

► **Membre du groupe Interface**, qui se veut neutre dans la Question jurassienne, il tient à la fusion de Moutier avec les communes de sa couronne, s'oppose à la solution communaliste en ce qui concerne l'avenir institutionnel de la ville, mais n'entend pas faire d'une nouvelle entité politique à six communes un tabou.

Manuel Gsteiger est né à Moutier en 1969 et a grandi à Court. Peu après son apprentissage de dessinateur en géométrie civil, il se lance dans le domaine de l'énergie et couronne sa formation par un post-graduate. Spécialiste HES-SO en énergie, il dirige avec Patrick, son frère, la société ECE (Economie et Conservation de l'Énergie), fondée à Moutier par Jean Raeber, pionnier régional en la matière, et reprise progressivement par les frères Gsteiger à partir de 2006.

Parcours politique

Né dans une famille de cinq enfants et père de deux filles et d'un garçon de 14 à 22 ans, Patrick Gsteiger cultive le sens



Manuel Gsteiger, président du Conseil de ville de Moutier pour l'année 2012.

PHOTO: GI

de l'hospitalité et du partage, qu'il tient de ses parents, responsables pendant 14 ans du foyer des Petites Familles, à Grandval.

Son engagement politique, c'est à sa famille aussi qu'il le doit. Son grand-père puis son père furent conseillers municipaux à Court, tandis que sa mère s'occupait des enfants placés par la commune.

En 1998, il est élu au Conseil de ville de Moutier où, fraîchement marié, il s'est établi dix ans plus tôt. Il siègera sur les bancs du PSJB jusqu'en 2001 puis quittera sa

fonction pour endosser des responsabilités dans l'église évangélique à laquelle appartient sa famille.

Mais en 2006, il adhère au Parti évangélique (PEV) qui vient de créer une section régionale, et redevient actif en 2010 lorsqu'il entre sous ces couleurs à l'Assemblée interjurassienne. «Un travail concret, une constante recherche de synergies, la résolution de questions pratiques et une excellente ambiance de travail. J'ai beaucoup appris du dialogue et du consensus à

l'AlI.»

Fusion: aller de l'avant

C'est d'ailleurs l'Interjurassienne qui lui a donné l'envie de retourner à la politique communale. Le PEV n'a mis aucun obstacle à ce qu'il siège au Conseil de ville sous l'étiquette d'Interface, groupe fondé avant les élections communales de fin 2010 pour accueillir les personnes ne pouvant adhérer à la ligne des partis

gouvernementaux. Une année plus tard, le voici président du législatif, la plus haute fonction politique de la commune. «Peut-être, sourit-il, mais le poste laisse peu de

margin de manoeuvre, il est même un peu frustrant car le président dirige l'orchestre plus qu'il ne participe aux discussions. Quant à ses mandats de représentation, ils sont plus honorifiques que politiquement engagés...»

Du perchir, on embrasse néanmoins les principaux problèmes auxquels la ville est confrontée. Pour Patrick Gsteiger, la fusion intercommunale est prioritaire: «Beaucoup de gens, autonomistes inclus, n'ont pas compris le refus du Conseil de ville d'entrer dans la phase opérationnelle du rapprochement intercommunal. Moutier aurait tout à gagner d'une fusion, qui lui apporterait une meilleure assistance financière, une consolidation de son rôle de centre régional et les terrains industriels et à bâtir qui lui manquent. Mais je crois que tout n'est pas perdu: il n'est pas exclu que le Conseil municipal soit favorable à l'entrée dans la phase opérationnelle, en dépit de la décision du législatif. Et dans le cadre de l'avenir institutionnel de la région et de la ville, on pourrait imaginer que l'exécutif décide la poursuite de l'étude en négociant des délais et des conditions susceptibles de satisfaire les autonomistes. Le groupe Interface a fait un pas dans cette direction lors de la séance du législatif de décembre.»

La Question jurassienne, nous y voici. «Moutier est rattaché à deux actions: se placer au centre du dialogue en jouant un rôle d'interface, et d'un autre côté, quitter Berne à tout prix en remiant ce rôle central. J'ai beaucoup de peine avec la solution communaliste, car la ville a un rôle important à jouer dans le Jura bernois. Son rattachement au canton du Jura serait dommageable pour le Jura bernois comme pour Moutier.»

«Berne se soucie peu des francophones»

Et la solution d'une nouvelle entité politique à six communes? Ici, Manuel Gsteiger surprend: «Je suis tout à fait conscient de la communauté de destin du Jura, du Jura bernois, voire de Neuchâtel, conscient aussi que la situation actuelle ne convient pas. Si on la maintient, ce sera toujours pire, car le canton de Berne est de moins en moins enclin à faire des efforts pour sa minorité francophone. Le remède n'est pas dans le départ de Moutier, mais dans une solution globale. Le groupe Interface, qui réunit des sensibilités différentes, pas encore pris position pour une solution ou une autre, mais s'y mettra. Quoi qu'il en soit, il est impossible, à Moutier, de dire «Je ne m'occupe pas de la Question jurassienne», mais il ne faut pas en faire le sujet prioritaire, et encore moins un tabou.»